

1.

La garde d'enfants coûte cher à la collectivité...

C'est incontestable : l'accueil en relais coûte cher. Plus généralement, d'ailleurs, la garde d'enfants coûte cher. L'automobile aussi coûte cher. Ainsi que le logement, l'habillement, le cinéma, le tabac pour les fumeurs... Quelle que soit la dépense, l'affirmation générale et abstraite selon laquelle "c'est cher" est exacte, de même qu'elle est totalement dénuée de pertinence et d'utilité. Dès qu'il y a un coût, tout est cher "en soi", la question n'est pas là ; c'est plutôt : **"en a-t-on pour son argent ?"**

Bien sûr, il ne viendrait à l'esprit de personne d'aborder une question de ce type en restant strictement dans une **logique comptable**. Certes, ça aurait le mérite de la facilité : on adopte la formule qui a le plus faible coût direct, visible, immédiat... En poussant la logique à l'extrême, on choisit de ne prendre aucune formule, c'est de loin ce qui coûte le moins cher : si les familles veulent des enfants, elles sauront bien les faire garder ! Sans qu'on ait besoin d'un tel raisonnement par l'absurde, il est évident qu'il faut prendre en compte bien d'autres considérations, on y reviendra au chapitre 2.

Mais avant d'ouvrir sur une vision plus large des enjeux, restons un instant sur les chiffres. D'abord, sur la base d'une étude approfondie, pour contester un a priori infondé, car l'accueil des enfants **ça ne coûte pas, ça rapporte** ! Ensuite, pour pouvoir s'élever au-dessus des comptes ou du calcul, on rappellera que la valeur des approches quantitatives est proportionnelle à la **valeur des chiffres** - et que sur un tel sujet, celle-ci a d'étroites limites qui en relativisent la portée.

● Ce n'est pas l'accueil des enfants qui coûte, mais son absence

Une analyse réalisée en Suisse romande, qui confirme les résultats d'une étude zurichoise, conclut que les structures d'accueil ont un rendement élevé pour la collectivité.

1 franc investi en rapporte 1 au fisc, 3 à la collectivité, d'importantes retombées indirectes à tous...

Les investissements consacrés aux structures d'accueil de la petite enfance engendrent des bénéfices, c'est au contraire la pénurie de celles-ci qui génère un manque à gagner considérable pour la collectivité, pouvoirs publics compris.

En sériant les coûts et les bénéfices, il a été possible de calculer que la totalité des bénéfices dépassait largement les coûts puisque les crèches examinées en Suisse romande rapportent, pour un franc investi, en moyenne trois francs à la collectivité et un franc aux pouvoirs publics au titre de recettes fiscales.

Les retombées pour la collectivité dépassent largement le cercle des personnes les plus concernées, les parents, les enfants et le personnel des crèches. Les contribuables, dans leur ensemble, ainsi que les entreprises en bénéficient aussi.

De plus, la comptabilité des crèches ainsi que les analyses "coût de revient" n'intègrent pas ces retombées. Elles ignorent l'insertion des crèches dans le circuit économique. Les retombées les plus directes sont :

- la plus grande participation des femmes au marché du travail avec en conséquence l'acquisition de revenus supplémentaires pour la famille ;
- une plus grande disponibilité et une meilleure qualification des employés ;
- des cotisations sociales supplémentaires ;
- des rentrées fiscales plus élevées ainsi qu'une diminution des dépenses sociales.

Les résultats ne comprennent que les revenus et les impôts supplémentaires produits grâce à l'augmentation de l'activité professionnelle due à l'existence de la crèche. De surcroît, ils ne prennent pas en compte

certains éléments de nature moins directe apportant également des bénéfices à la collectivité.

Cette étude montre aussi très clairement que les bénéfices réalisés sous la forme de recettes fiscales ne retournent pas de manière équitable aux pouvoirs publics. La commune, qui subventionne les crèches pour une part importante, n'en reçoit qu'une partie, l'autre étant partagée entre le canton et la Confédération. La répartition des bénéfices justifie pleinement une participation financière des pouvoirs publics à tous les niveaux (communal, cantonal et national).

L. Mackenzie, "La crèche est rentable, c'est son absence qui coûte", 2002 - <http://www.jura.ch/ega>

Ces résultats sont très intéressants en eux-mêmes. Ils le sont davantage encore si l'on sort de l'analyse strictement économique ; si, à côté de ces comptes, l'on introduit des éléments plus qualitatifs comme le **dynamisme, y compris "mental"**, d'une société en croissance démographique... ou encore si l'on intègre des **variables structurelles** comme les évolutions d'une société devenue *dédichotomisée*⁷, flexible, en réseaux...

Evolution des besoins de prise en charge de la petite enfance : quels rôles, quels acteurs ?

Le développement des horaires atypiques, des plannings de travail flexibles et du nombre de ménages à deux pourvoyeurs de revenus a considérablement modifié la demande de garde des ménages. Une grande part de ces nouveaux besoins sont régulés par les ménages eux-mêmes, qui organisent des "arrangements" plus ou moins stables et adéquats, combinant ressources formelles (système de garde) et informelles (réseau de parenté, voisinage), ce qui implique souvent cependant une forte pression et une lourde charge mentale quotidienne. Face à cette évolution des besoins, les réponses des pouvoirs publics sont encore incertaines. Jusqu'où convient-il d'aller pour

faire face à cette complexification des modes de prise en charge de la petite enfance ? Faut-il ou non couvrir des périodes de la journée réputées incompatibles avec les horaires normaux des services publics (matin de 5h à 8h – soir au-delà de 19h, voire même nuits) ? Cette offre doit-elle être proposée par les collectivités locales, par le tiers secteur ou laissée au libre choix des intéressés qui pourraient trouver des réponses sur un nouveau "marché de services" ? Les entreprises qui sont à la source de ces horaires flexibles et atypiques doivent-elles s'impliquer dans la régulation de ces nouveaux besoins et sous quelles formes ?

C. Martin, B. Le Bihan, " Horaires atypiques et prise en charge de la petite enfance", 2004

Face à de tels constats et interrogations, les voix sont de plus en plus nombreuses pour déplorer le **décalage entre les besoins et les réponses** : d'un côté, les rythmes de plus en plus flexibles et personnalisés de la vie, tant personnelle que professionnelle ou sociale ; en face, une offre de garde restée calée sur les critères rigides et standardisés de la société industrielle. Le bon sens voudrait qu'on cherche des solutions souples - mais le conditionnement culturel reprend le dessus et on va envisager des hypothèses qui se veulent "ouvertes"... à condition de ne pas sortir du cadre de référence rigide et standardisé. Exemple emblématique : l'ouverture de crèches 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, solution qui ne s'inscrit pas vraiment dans l'argument de flexibilité qui pourtant prétend la justifier ! Si l'on poursuivait le

⁷ La "dichotomie" rompue par la société postindustrielle est celle qu'avait instaurée la société industrielle, établissant une distinction entre le temps consacré au travail et le temps disponible pour "le reste" - consistant de fait à structurer la vie en référence au travail.

raisonnement qui sous-tend de telles solutions - sans compter, bien sûr, que le besoin ne se limite pas aux crèches - on pourrait refaire l'étude suisse en changeant seulement quelques paramètres, notamment pour prendre en compte les surcoûts d'une crèche ouverte en permanence. Alors – oh, surprise ! – on constaterait que dans ces conditions la crèche est beaucoup moins rentable qu'actuellement, ou même qu'elle devient coûteuse... et l'on parviendrait "naturellement" à la conclusion "qui s'impose", binaire, sommaire, selon laquelle il faut soit renoncer à accueillir les enfants en dehors des heures ouvrables, soit accepter de payer les coûts (financiers et autres) de la crèche ouverte jour et nuit...

Alors qu'il suffirait de poser le problème autrement, comme l'ont fait par exemple les initiateurs de l'accueil en relais - qui par surcroît (ce qui ne nuit pas !) ont abordé la question en référence aux finalités et placé l'enfant au coeur de la réflexion afin de respecter ses rythmes biologiques (à commencer par le sommeil), d'éviter de lui infliger de multiples allées et venues, de prendre en compte la fratrie, etc.

● La réponse est oui... quelle était la question ?

L'accueil en relais est-il cher, voire trop cher, ou est-il rentable ? Cette simple question en appelle bien d'autres, en cascade : comment mesurer le coût et la rentabilité effectifs d'un dispositif émergent, trop récent pour permettre des réponses assises sur une masse critique significative ? De quel type de coûts parle-t-on ? Payés par qui ? Au bénéfice de qui ? D'ailleurs, comment s'articulent les différents rôles : prescripteur, décideur, bénéficiaire, prestataire, payeur ? A l'instar de Woody Allen ("*la réponse est oui... quelle était la question ?*"), on s'intéressera moins au **contenu formel** de la question qu'à sa **portée profonde** (voir *chapitres suivants*).

Il faut éviter les réponses simples (simplistes) face au foisonnement de questions complexes, de même qu'on se gardera de succomber à la tentation de tout quantifier - c'est tellement réconfortant de savoir que ça coûte 200 ou que ça rapporte 500, même si les chiffres n'ont aucune valeur, car **ce qui compte se "mesure" autrement !**

De plus, nous sommes ici dans une méta-étude (qui se fonde sur l'exploitation de matériaux existants), or la rentabilité des services qui nous intéressent a donné lieu à peu de travaux approfondis ; et les éléments disponibles sont disséminés dans diverses études traitant d'aspects connexes.

Enfin, il faut souligner le caractère approximatif de ces éléments. S'agissant d'un service dont la plus grande valeur est qualitative, on ne peut se contenter de raisonnements ou d'unités qui se bornent à mesurer des coûts et avantages quantifiables – autrement dit, quelle est l'unité de compte qui mesure le progrès de civilisation ? Pourrait-on se satisfaire d'une approche qui voit un appauvrissement dans un congé sabbatique ou parental (car statistiquement il diminue le PIB, même s'il permet de développer un projet ou d'autres valeurs non mesurées) et qui considère un accident de la route comme un enrichissement (car il augmente ce même PIB... quels que soient par ailleurs ses coûts non mesurés) ?

Une caractéristique élémentaire de la démarche prospective est précisément de s'employer à **dépasser la pensée comptable**⁸.

⁸ Cf. annexe 4, Le coût de l'enfant et le coût de la "non-famille".

Zoom... [cf. <http://www.algoric.com/v/m2k03.htm>]

Le bonheur national brut

(...) autre aspect de la *crise de la valeur ajoutée* : les indicateurs statistiques retenus par les différents systèmes économétriques donnent **une vision partielle et déformée** de la réalité. Dénoncer la non-pertinence des agrégats des comptabilités nationales est même devenu un lieu commun. Sans aller jusqu'à substituer la notion de "bonheur national brut" à celle de "produit national brut", on peut déplorer que les accidents automobiles accroissent ce dernier, qui inversement ne décompte pas ce qui relève de l'économie non-marchande. Les "facteurs de production" ne sont pas appréhendés de façon satisfaisante : les tâches domestiques ne sont pas comptabilisées en tant que travail, seul le capital représenté par les appareils ménagers étant pris en compte... mais en tant que biens de consommation.

On raisonne en termes de flux - certaines données n'étant pas intégrées alors qu'elles devraient l'être, d'autres étant comptabilisées comme profits, produits ou revenus alors qu'il s'agit de désinvestissements, désutilités ou pertes - sans **prendre en compte la dynamique des relations** entre acteurs de l'économie. Que dire de la réduction des ménages à la seule fonction de consommation, lorsqu'on assiste à un développement considérable du bricolage et d'autres formes d'autoproduction ?

La traditionnelle classification des activités en trois secteurs (agriculture, industrie, services) est elle-même contestable. Car on observe une "horizontalisation" des fonctions à travers les trois secteurs - et on ne dépassera pas cette vision devenue trop sommaire en évoquant un secteur "quaternaire" (gestion, informatique, marketing, recherche, ingénierie, etc.). Il faut en effet **tenir compte du caractère à la fois évolutif et dépendant des services**. Evolutif, car il se crée constamment de nouveaux services, mais aussi, par exemple, parce que certains services sont remplacés par des produits industriels : la réparation automobile par des échanges standards de pièces ou composants, la préparation pharmaceutique par des médicaments fabriqués en série ou la blanchisserie par les machines à laver individuelles. Dépendant, car de nombreux services intègrent dans leur valeur ajoutée une part importante

de produits industriels : l'avion pour les transports aériens, les équipements téléphoniques pour les télécommunications, les appareils radiologiques, opératoires ou autres pour la santé. Et parce que les services constituent le nécessaire accompagnement ou complément des activités industrielles.

Par ailleurs, ce n'est plus le consommateur final qui joue le rôle essentiel dans les échanges. Ce sont les échanges entre entreprises et avec les différents systèmes "logistiques" (de transport, de distribution, d'énergie, d'information) et services publics (éducation, santé, culture, défense) qui constituent une part croissante d'un marché où non seulement la place des services tend à devenir prépondérante, mais encore où **les rôles des différents acteurs ne peuvent plus être réduits à une seule fonction** : conception *ou* production *ou* transformation *ou* distribution *ou* consommation.

En résumé, que l'on se réfère aux théories économiques "de l'offre" ou "de la demande", on tend à réduire le système économique à un marché où se rencontrent des producteurs et des consommateurs, alors que d'une part, il y a **des marchés** ("marché" humain, marché financier, marché des matières premières, marché des biens et services...) et que, d'autre part, le producteur et le consommateur final s'insèrent **dans des systèmes d'une complexité croissante** : quelle est la signification réelle de la production et de l'achat d'un téléviseur, ou du paiement d'une redevance annuelle, par rapport au volume d'informations transmises, non comptabilisées, ou à l'importance du système de communication mis en œuvre, avec ses supports techniques, de l'émetteur à l'antenne en passant par les relais et satellites... sans compter la complexité du jeu des acteurs économiques (quel est "l'offreur" et quel est "le demandeur" du satellite ?).

Ainsi que le souligne le rapport Interfuturs [OCDE], *"nos classements en biens et services sont très mal adaptés aux sociétés postindustrielles. Nous manquons de concepts - et a fortiori des données statistiques - nécessaires pour analyser correctement la transformation des consommations, l'évolution de la nature des emplois"...*

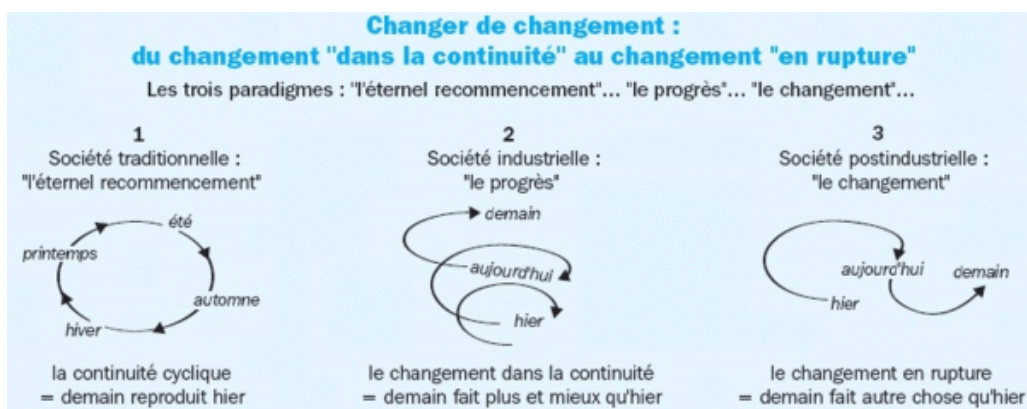
Écrit en 1982⁹, ce texte reste d'une actualité confondante, même si l'on a pu procéder à quelques réelles avancées, comme la généralisation du bilan social ou des indicateurs de développement humain (IDH)...

⁹ J.P. Quentin, "Mutation 2000, le tournant de la civilisation", 1982 - <http://www.algoric.com/zz/xLivres.htm>

Compter comme hier ou comme demain ?

En résumé, quand on cherche à se rassurer avec des chiffres, même si l'on sait qu'ils ont peu de valeur, on se **dispense de se poser les questions** pertinentes, donc on se prive de la possibilité **d'y répondre**. De plus, même quand on dispose de données chiffrées, elles se réfèrent à des situations trop particulières pour être généralisables - et cependant, la tentation reste grande (et la pratique courante) de les assimiler à des *précédents*, de les transposer par *analogie* et/ou de les prolonger par *extrapolation*. Dans de telles conditions, la culture des chiffres entretient une cascade d'inconvénients cumulatifs : non seulement les erreurs factuelles (chiffres peu significatifs) sont aggravées par ces *vices de raisonnements* (les classes de données elles-mêmes sont peu pertinentes), mais ces chiffres qui ne démontrent rien créent une diversion qui détourne le regard et nous éloigne des vraies questions.

Pour revenir vers ces vraies questions et refuser les réponses artificielles, quantitatives et réductrices, un préalable tient à **la façon de regarder** le changement économique et social dans un monde en mutation. Car une mutation est un changement d'état. Le nouvel état est foncièrement différent du précédent, dans ses manifestations visibles comme, plus profondément, dans ses modes de fonctionnement ou dans ses logiques de référence. Cela n'aurait donc aucun sens de décoder le monde d'aujourd'hui en utilisant les codes d'hier. Surtout que dans le cas présent, comme le suggère le schéma ci-dessous, c'est le changement lui-même qui change !



Cf. <http://www.algoric.com/ti/109.htm>

Ainsi, dans la logique précédente, on pourrait s'interroger sur le coût "absolu" de l'accueil en relais : de fait, il est plus élevé que celui de tout dispositif collectif... du moins tant qu'on reste dans cette logique quantitative-spécialisée-standardisée et qu'on se cantonne à ses unités de mesure élémentaires comme le coût moyen de l'heure-enfant ! En effet, s'il s'agit de satisfaire un **besoin "simple"** (garder des enfants, tous ensemble, tous les jours, aux mêmes heures, au même endroit), aucun doute que les approches quantitatives favorisent la **productivité du service**. Mais dans la logique qualitative-complexe-personnalisée il faut apprécier le coût "relatif" de l'accueil : **quels besoins peut-on, veut-on, doit-on satisfaire**, au-delà d'une garde d'enfants conçue de façon aussi calibrée ; quels avantages ou retombées en attend-on, que nous n'aurions pas sans ce coût, et quelle en est la valeur ? Un tel questionnement relève d'une approche en rupture qui justifie quelques développements complémentaires.

*La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles,
mais d'échapper aux idées anciennes.*
John Maynard Keynes



**L'accueil en relais coûte ** € l'heure
à la collectivité !
Et qu'est-ce que ça rapporte ??**

**Euuuh... Ben... c'est pas facile à dire...
c'est pas un problème de sous...
ça permet de meilleurs équilibres
au plan nnnnnn nnnnn nnn nnnnn nnnnnnnnnnn nn n nnnn
nnn nnnn nnnn très complexe...**

**Mais si tu veux compter en sous,
je ne peux pas te dire combien.**



**On en reparlera
quand tu auras un chiffre**

**Au fait, euh, la construction, l'entretien, l'éclairage... du stade
sans parler du budget de l'équipe sportive...**

ça coûte **.*.***.***,** €**

Et combien ça rapporte ?

Eh, attends ... mélange pas tout, toi !!



**Et si tu tiens à compter, on peut aussi compter
les aménagements, les espaces verts...**

**Alors, d'accord ? On regarde un peu
ce qui se mesure autrement ? ...**

**Avec l'accueil en relais, ma maman,
elle est comme toutes les autres mamans, elle travaille...**

**Et quand papa et maman s'en vont,
il y a quelqu'un qui arrive pour s'occuper de moi
et s'occuper des enfants c'est son travail.**

**Avec ces personnes je fais plein de choses
que mon papa et ma maman ne peuvent pas faire**

C'est bien, comme ça, j'ai appris à dessiner, à faire du vélo...

Et puis maintenant, quand papa et maman rentrent, ils ne crient plus.

**Quand je serai grande, je ferai comme maman,
je travaillerai et mes enfants ne seront jamais tout seuls.**

